

#MeToo provoque un séisme en Grèce

La libération de la parole a été provoquée par Sofia Bekatorou, double médaillée olympique de voile, qui a déclaré avoir subi, à 21 ans, des agressions sexuelles par un dirigeant de sa fédération. Depuis, les plaintes se multiplient et font trembler jusqu'aux sommets politiques.

FABIEN PERRIER
CORRESPONDANT À ATHÈNES

Depuis plusieurs jours, le gouvernement grec est sous pression. Et la ministre de la Culture Lina Mendoni, en particulier. Sur les réseaux sociaux, sous les fenêtres de son bureau, des citoyens exigent sa démission. La cause de ce mécontentement porte un premier nom : Dimitris Lignadis, directeur artistique du Théâtre national grec, jusqu'au 8 février.

Cet acteur, réalisateur et metteur en scène célèbre est soupçonné de viols sur mineurs. Plusieurs témoignages en ce sens auraient été recueillis par l'Association des acteurs grecs (SEI) et deux victimes ont déjà porté plainte. Au moment des faits, toutes les deux étaient mineurs. Désormais adultes, elles veulent dénoncer ces actes et témoignent dans la presse. Ce faisant, elles contribuent à faire souffler dans le pays un vent de libération de la parole, qui trouve sa source dans le #metoo parti des Etats-Unis, il y a trois ans,

mais qui n'avait pas encore atteint les Balkans.

L'étape de la libération de la parole a eu lieu le 14 janvier 2021. Sofia Bekatorou, double médaillée olympique de voile, déclare publiquement avoir subi, à 21 ans, des agressions sexuelles par un haut responsable de la fédération.

Sur le réseau social Facebook, le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis affirme « soutenir » la démarche de la sportive. « Il est temps de mettre fin à la violence exercée par ceux qui ont le pouvoir contre ceux qui sont en position

de faiblesse », écrit-il.

Puis douze jours plus tard, le domaine de la culture prend le relais par la voix d'une actrice, Zeta Douka. Dans la matinale de *Méga*, la chaîne de télévision la plus regardée, elle dénonce « les harcèlements psychologiques et verbaux » qu'elle a subis dans le travail. Elle le fait « pour que les choses changent dans le pays », livre-t-elle. Elle veut en finir avec « la société patriarcale dans laquelle nous vivons et le sentiment d'impunité des grands producteurs, metteurs en scène, réalisateurs, comédiens ». Elle en appelle à « changer la loi ». C'est, à ses yeux, le seul moyen d'améliorer la situation en Grèce.

Celle-ci semble en effet terrible comme le révèlent les cas invoqués, dont l'affaire Lignadis. D'autant que cette dernière semble toucher les plus hautes sphères politiques. Quand Dimitris Lignadis a quitté différentes écoles dans lesquelles il a travaillé, tout aurait été fait pour cacher les affaires de mœurs causant son départ. De même, plusieurs articles rapportent qu'il a été poignardé par le père d'une de ses victimes... mais que là encore, l'histoire fut enterrée. Pourtant, un mois après que Nouvelle Démocratie (ND) arrive au pouvoir, le 7 juillet 2019, c'est lui qui est choisi par le gouvernement pour diriger le Théâtre national. Pour ce faire, la ministre de la Culture, Lina Mendoni, a même annulé la procédure mise en place par le gouvernement précédent (Syriza, gauche), reposant sur un concours pour pourvoir les postes de directeurs artistiques dans les organisations culturelles.

En nommant Dimitris Lignadis à la

tête du Théâtre national, ND voulait en faire le symbole de l'« excellence » aristocratique avec laquelle elle prétendait renouer en opposition au gouvernement précédent, qui dénonce le fruit d'un copinage. Car, pendant la campagne électorale, l'artiste a été le répétiteur du leader de ND, Kyriakos Mitsotakis.

Le Premier ministre affirme « soutenir » la démarche de Sofia Bekatorou. « Il est temps de mettre fin à la violence exercée par ceux qui ont le pouvoir contre ceux qui sont en position de faiblesse »

Depuis les révélations, le gouvernement est sous pression. Le principal parti de l'opposition, Syriza, l'accuse d'avoir cherché à « camoufler » l'affaire. Lors d'une conférence de presse le 19 février, la ministre de la Culture a affirmé ne rien savoir sur les allégations visant Dimitris Lignadis. « Personne ne m'a rien dit », dit-elle, ajoutant qu'il avait « toujours démenti » les accusations qui se multiplient toutefois. Ainsi, Dimitris Lignadis est accusé de façon répétée d'avoir abusé de jeunes réfugiés... auxquels il donnait des ateliers de théâtre. Selon le magazine *Documento*, d'autres membres de la classe dirigeante grecque seraient même impliqués. Parmi eux, un certain Nikos Georgiadis, consultant stratégique en chef de ND, qui a été condamné par le passé, en première instance, pour viol sur mineurs.



Par ses déclarations, Sofia Bekatorou, double médaillée olympique de voile, a libéré la parole en Grèce.

© ALKIS KONSTANTINIDIS/REUTERS.

Le Qatar rattrapé par la mort de ses ouvriers migrants

Nos confrères du « Guardian » révèlent que plus de 6.500 travailleurs migrants auraient perdu la vie ces dix dernières années au Qatar. Des chiffres contestés par les autorités qataries.

MARINE BUISSON

C'est une nouvelle petite bombe que nos confrères britanniques du *Guardian* ont déposée ce lundi dans le sulfureux dossier des travailleurs migrants au Qatar. Plus de 6.500 ouvriers originaires d'Inde, du Pakistan, du Népal, du Bangladesh et du Sri Lanka seraient morts au Qatar depuis l'obtention par l'émirat de l'organisation de la Coupe du monde 2022, il y a désormais dix ans. Le média britannique a compilé les données du gouvernement qatari et des ambassades de chaque pays cité : selon les informations provenant des ambassades indienne, bangladaise, népalaise et sri-lankaise, 5.927 ouvriers migrants sont morts au Qatar entre 2011 et 2020. L'ambassade pakistanaise fait état de son côté de 824 ressortissants morts entre 2010 et 2020.

Pour le quotidien britannique, le chiffre pourrait être bien plus élevé puisque les informations recueillies ne prennent pas en compte les communautés philippine et kényane, pourtant fort présentes parmi les ouvriers migrants travaillant au Qatar. Les travailleurs migrants sont pour la majorité utilisés pour la construction des stades ou des infrastructures liées à l'organisation du Mondial 2022. Pour Nabil Ennasri, docteur en science politique et spécialiste des pays du Golfe, le chiffre avancé par le *Guardian* est vraisemblable : « Chacun sait que la condition des ouvriers dans ces chantiers reste déplorable. Cela étant, on ne peut pas tout mettre sur les travaux liés au Mondial, le climat particulièrement hostile dans cette région du monde expose les ouvriers à des tempé-



ratures parfois extrêmes et ce quelle que soit la nature des chantiers. »

Pas d'autopsie pratiquée

Si le gouvernement qatari ne remet pas directement en cause les chiffres avancés par le *Guardian*, il précise que plus d'1,4 million d'expatriés d'Inde, du Sri Lanka, du Bangladesh et du Népal vivent au Qatar et estime qu'un « petit pourcentage d'entre eux » est décédé entre 2010 et 2020 : « Le taux de mortalité dans ces communautés se situe dans la fourchette prévue pour la taille et la démographie de la population. » Selon les chiffres officiels du gouvernement qatari, la plupart des travailleurs migrants sont morts de cause naturelle. Cependant une autopsie n'est jamais pratiquée après le décès pour en déterminer la cause exacte.

« Le nombre de morts est profondément alarmant », estime May Romanos. L'experte des pays du Golfe pour Amnesty international regrette le manque de transparence du gouvernement : « Il est extrêmement difficile de vérifier le nombre de travailleurs migrants décédés avant cette Coupe du monde car le

Qatar ne publie aucune donnée liée à ce problème. Mais les ambassades des pays d'origine signalent qu'un nombre élevé de personnes meurent de « crises cardiaques » ou de « causes naturelles » au Qatar. » De nombreuses personnes travaillant au Qatar n'avaient aucun problème de santé mais sont quand même mortes subitement, probablement à cause des mauvaises conditions de vie et de travail. En 2014, un rapport des propres avocats du gouvernement qatari avait recommandé de permettre une autopsie dans tous les cas de mort inattendue. Des recommandations qui n'ont toujours pas été appliquées.

« All work, no pay »

En 2019, un rapport d'Amnesty international baptisé « All work, no pay » exposait le cas de plusieurs centaines de travailleurs migrants employés par trois entreprises de construction et de nettoyage qui ont abandonné tout espoir de justice, rentrant bredouille dans leur pays d'origine. Mais le Qatar a fait des progrès importants pour améliorer la situation des travailleurs migrants dans le

pays depuis qu'il a obtenu le droit d'accueillir la Coupe du monde, reconnaît May Romanos : « Suite à son accord avec l'Organisation internationale du travail, il a introduit des mesures pour protéger les salaires et faciliter l'accès des travailleurs à la justice. Cependant ces réformes restent faiblement mises en œuvre et sont confrontées à de graves revers de la part des entreprises locales, ce qui signifie que des milliers de travailleurs migrants continuent de souffrir d'abus du travail de la part d'employeurs sans scrupule qui ne subissent aucune conséquence. » « Lorsqu'il y a dix ans la Fifa a octroyé l'organisation du Mondial 2022 au Qatar, la condition des travailleurs étrangers y était moyennée », confirme Nabil Ennasri. Mais l'expert reconnaît que le gouvernement est dans la bonne direction : « Beaucoup d'ouvriers vivent dans des conditions matérielles plus décentes que par le passé et le droit à lui aussi connu un parcours positif. » Le système de la *kafala*, qui maintenait les ouvriers dans une logique de domination organisée, a été aboli récemment.

Le gouvernement qatari ne remet pas directement en cause les chiffres avancés par le « Guardian » quant au nombre de décès des ouvriers du Mondial 2022 dont les conditions de travail restent déplorables.

© REUTERS.